

Le Tyrol du Sud entre disputes et séparatismes, 1939-1972

NADIA ZNAGUI

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE, SIRICE

En 1919, le Tyrol du Sud, situé au sud de l'Autriche, devient une province du royaume d'Italie sans être ni de culture ni de langue italienne. Sa population est majoritairement germanophone et de culture tyrolienne. De 1922 à 1943, le gouvernement de Mussolini tente d'italianiser de force les territoires nouvellement acquis, mais rencontre une forte résistance des germanophones de la région. Afin de régler la question sud-tyrolienne définitivement, Mussolini passe un accord en 1939 avec son allié allemand, Hitler. Ce pacte permet aux citoyens italiens germanophones d'intégrer la nation allemande en abandonnant leur nationalité italienne : c'est le droit d'Option. Cet accord entre les deux dirigeants n'est jamais publié¹ ou ratifié par l'Allemagne ou l'Italie.



Carte délimitant le Tyrol du Sud, 30 mai 1946. AMAE, Direction d'Europe, Fonds « Italie 1944-1949 », 19300 n° 46.

Ce travail de recherche²débute avec l'application des dispositions prises par les deux États et prend fin en 1972 lors de l'entrée en vigueur du *Pacchetto*. Il s'organise autour de la question suivante : qu'en est-il du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Cette notion est introduite en 1918 dans les 14 points de Wilson. Elle est invoquée dès 1946 par la population du Tyrol du Sud afin de se voir accorder un plébiscite d'autodétermination. Le

¹ Télégramme 2169 de François Poucet, le 12 juillet 1939, Archives du ministère des Affaires étrangères, Direction d'Europe, Fonds « Italie février 1930-décembre 1939 », 97CPCOM, carton n° 342.

² Ce texte est issu d'un Master 2 d'histoire, « Le Tyrol du Sud entre disputes et séparatismes, 1939-1972 », sous la direction de Paul Gradwohl, Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Tyrol du Sud devient un laboratoire d'étude sur les tensions entre un particularisme culturel local fort qui dépasse la frontière et l'affirmation étatique de l'unité italienne. Axée principalement autour d'une histoire transnationale, elle s'intéresse aussi à la place qu'occupe une frontière quand elle sépare une même communauté.

En France, l'histoire du Tyrol du Sud est très peu étudiée. L'historiographie compte quelques articles qui s'intéressent aux questions linguistiques et très peu de travaux de recherche. Néanmoins, les archives françaises du ministère des Affaires étrangères conservent une importante correspondance entre les acteurs français présents en Italie et en Autriche avec la Direction d'Europe dès 1918 jusqu'aux années 1970. De plus, cette étude est nourrie par des archives locales (archives d'État de Trente et Bozen/Bolzano) et des archives ministérielles, italiennes et autrichiennes. L'historiographie, principalement autrichienne, s'ancre après la guerre dans un récit qui dépeint une population sud-tyrolienne victime à tous les égards. Elle présente un peuple uni dans ses revendications de 1946.

Tensions et transformations : Le Tyrol du Sud de 1939 à la fin de la Seconde Guerre mondiale

Avec la montée en puissance de l'Allemagne nazie, les Tyroliens du Sud espèrent une intervention, voire une annexion. Pour des raisons stratégiques, l'Allemagne décide de ne pas reprendre l'ancienne possession autrichienne. Les deux États proposent à la population l'Option, devenir allemand et quitter la province ou rester et abandonner les revendications séparatistes. Le Tyrol du Sud voit 80 %³ de sa population opter pour l'Allemagne sous l'effet d'une vaste campagne de propagande. La société sud-tyrolienne se divise entre les Optants et les *Dableiber*, « ceux qui restent ». Ces derniers subissent une forte pression de la part des Optants car il est difficile pour ceux-ci d'imaginer que, après les années de politique fasciste et discriminatoire, des germanophones refusent l'offre du Reich. Pour les Optants, le concept de nationalisme évolue et ne s'attache plus à la terre mais à la langue. Au total, 80 000 personnes quittent le territoire italien. Le cours de la guerre met un terme à ce transfert et, pendant une courte période, la situation est inversée car le Reich crée, le 10 septembre 1943, une zone d'opérations nommée *Alpenvorland*. Cette période aboutit à la fin de la persécution des germanophones et permet aux Tyroliens du Sud d'exprimer des revendications à la fin de la guerre. L'Autriche les appuie et demande qu'une partie de la province lui revienne. L'argument principal de l'Autriche est le rétablissement direct des communications entre les Tyrol du Nord et Oriental. Les conférences de paix n'acceptent pas, mais un accord est trouvé entre l'Italie et l'Autriche : l'accord Gruber-De Gasperi de 1946. Les Tyroliens du Sud se voient reconnaître leur particularité et une

³ Hélène de Lauzun, *Histoire de l'Autriche*, Paris, Perrin, 2021.

autonomie. L'autonomie est définie dans le cas présent comme étant l'attribution à une collectivité de pouvoirs et d'institutions lui permettant de gérer les affaires qui lui sont propres sans intervention du pouvoir central. Enfin, l'accord sert à régler la question de ce qu'on qualifie de ré-Optants, les personnes ayant opté en 1939 pour le Reich mais qui souhaitent annuler ce choix.

D'une affaire interne à une question internationale : le Tyrol du Sud dans le débat austro-italien

L'instauration de l'autonomie définie par l'accord de 1946 fait face à des difficultés à la fois à l'échelle nationale en Italie mais aussi à l'échelle locale. L'autonomie accordée aux Tyroliens du Sud est finalement étendue à la province de Trente. Cette mesure ne satisfait pas la communauté germanophone, qui considère que l'autonomie ne devrait concerner que le Tyrol du Sud.

L'application de l'accord se retrouve soumise à aux priorités de consolidation nationale, ce qui complique la mise en place des dispositions spécifiques à la province. La lenteur administrative italienne entrave la mise en place des réformes nécessaires pour garantir les droits culturels et linguistiques des habitants germanophones. Cette situation renforce l'idée d'un gouvernement de mauvaise foi et laisse craindre un recul. De plus, une tension perdure entre les communautés italoophone et germanophone. Chaque communauté linguistique s'érige comme étant plus légitime que l'autre dans le peuplement du Tyrol du Sud. L'Italie a conscience que sa légitimité dans cette province est constamment remise en question par les germanophones. Les manifestations politiques de la position des Italiens provoquent des réponses du gouvernement autrichien qui considère qu'il a le droit de s'impliquer dans l'application de l'accord de 1946 en tant que cosignataire. Cependant l'Italie ne tolère aucune ingérence extérieure. La question du Tyrol du Sud pose avant tout un problème de souveraineté à l'État italien. En prenant la voie de la négation, le gouvernement de Rome tente d'enterrer le conflit jusqu'à ce qu'il s'apaise de lui-même.

De la radicalisation politique du Tyrol du Sud aux prémices du dénouement final

Dans les années 1950, la montée du nationalisme tyrolien, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des frontières italiennes, a plusieurs causes : des griefs sur l'autonomie et l'immigration, un essor des nationalismes italien, autrichien et tyrolien, et des affrontements politiques à l'échelle locale. La question sud-tyrolienne s'internationalise alors dans un contexte de remise en question de l'ordre mondial, notamment de la colonisation et de discussions autour des frontières et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'indépendance acquise par de nombreux États et la reconnaissance dont ils bénéficient sur la scène internationale incitent des

Tyroliens à réclamer leur propre indépendance. Des slogans voient ainsi le jour : « Les Tyroliens du Sud veulent les mêmes droits que les nègres du Congo⁴. » L'intervention de l'ONU est demandée par l'Autriche, notamment par les Tyroliens du Nord très mobilisés pour obtenir une révision de la frontière. Finalement, l'ONU reconnaît à l'Autriche un droit de négociation afin d'amender l'accord initial mais des tensions demeurent.

En 1961, les passions exacerbées depuis 1919 mènent à la *Feuernacht*, « la nuit de feu », une série d'attentats à la bombe dans la province. Cet épisode est le point de départ d'une lutte politique armée.

Différents groupes de terroristes interviennent dans la lutte pour l'autonomie et l'indépendance du Tyrol du Sud. Au début, les activistes comptent principalement des patriotes. Ils voient leur action comme une lutte légitime pour protéger leurs droits et leur identité. Puis des mercenaires étrangers, souvent désignés comme des Français membres de l'OAS, commencent à rejoindre les rangs des activistes sud-tyroliens. Ils ne partagent pas nécessairement les motivations patriotiques des populations locales.

Après avoir été pris dans le tumulte des querelles internationales, le Tyrol du Sud trouve finalement une solution à ses revendications autonomistes fiscales et administratives dans la proposition du *Pacchetto* en 1969.

Le Tyrol du Sud sert donc d'exemple pour étudier la redéfinition des frontières européennes et la question des minorités ethniques au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. Cette étude nuance l'historiographie plus ancienne et permet de démontrer que les Tyroliens du Sud, s'ils s'unissent afin de demander le retour de la province à l'Autriche, sont profondément clivés dès 1946 sur la méthode à employer pour réussir. Le Tyrol du Sud est le théâtre d'hostilités identitaires, moyennant un processus de racialisation opposant les populations germanique et italienne pendant le fascisme et qui perdure après la Seconde Guerre mondiale. Il est ensuite l'objet de compromis nationaux et internationaux dans le cadre de la Guerre froide et de la construction européenne, compromis qui ouvrent des transformations du rapport entre l'État et la nation.

⁴ Correspondance EU/237 de François Seydoux de Clausonne, ambassadeur de France en Autriche à Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères, le 23 mars 1956, AMAE, Direction d'Europe, Fonds « Italie octobre 1949-décembre 1955 », 193Q0, carton n° 209 (22 septembre 2022).